

CONSULTATION SUR LA LIBERTE DE
RELIGION ET DE CONVICTION DES PEUPLES
AUTOCHTONES DU 24 JUIN 2022

Dans le cadre la consultation sur les peuples autochtones et sur l'expression de leur liberté et des pratiques religieuses dans les régions de l'Afrique de l'ouest et de l'Afrique centrale, certaines communautés se sentent oppressé sur leur propre terre par des étrangers, soit par le pouvoir étatique qui ne prend parfois pas en compte les réalités naturelles et socioculturelles de ces communautés soit par les populations voisines qui viennent perturber le mode de fonctionnement de ces populations autochtones. Dans cet essai, nous avons opté pour les communautés pygmées et bororos du Cameroun. Le choix porté sur les deux communautés se justifie par le fait que ces deux groupes ethniques en dehors de leur vécu très ancien au Cameroun, vivent en retrait des zones urbaines pour mieux exercer et mettre en pratique leur savoir et savoir-faire local. Elles sont attachées à leur mode de vie et se sentent à l'aise en retrait des autres communautés. Leur mode de vie est singulier et cette manière de vie fait en sorte que ces communautés sont perçues comme des communautés à part entière au Cameroun.

1- La description des croyances et pratiques spirituelles des peuples autochtones

Considérant le continent africain comme berceau de l'humanité, toutes les civilisations mondiales ayant pris leur source en Afrique, nous rencontrons toutes les formes des croyances traditionnelles auxquelles sont attachés les peuples d'Afrique en général et les autochtones en particulier vivent en communion régulièrement avec la nature. Cette nature incarne les êtres surnaturels qui veillent sur la communauté et les protègent dans les différentes circonstances de la vie qu'elle soit joyeuse ou triste. Le Cameroun quant à lui considéré comme l'Afrique en miniature, regorge toutes les formes de croyances et des pratiques spirituelles chez tous les groupes ethniques vivant sur le territoire national.

Chez les pygmées ; nous retrouvons deux types de pratiques religieuses à savoir la religion révélée (christianisme) et la religion traditionnelle (animiste). La plupart des autochtones pratique plus la religion traditionnelle.

Malgré l'absence des sources notables, Eldridge Mohammadou, dans son analyse chronologique de l'implantation des peuls dans l'Adamawa, affirme que les peuls étaient des animistes avant le Jihad. C'est avec la révolution islamique lancée par Ousman Dan Fodio que beaucoup d'entre eux se sont islamisés. L'Islam étant la première religion monothéiste introduite dans l'Adamaoua, une bonne partie des bororos se sont convertis dans cette religion et ceux qui se sont convertis la pratiquaient de manière superficielle. L'évangélisation des bororos a commencé dans les années 1950 par l'Église évangélique et Luthérienne du Cameroun.

2. Défis des communautés autochtones en matières des droits de l'homme

A l'instar de leurs pairs d'Afrique centrale, les peuples autochtones du Cameroun font face à de nombreux défis en matière de droits de l'homme à bien des niveaux.

2.1. Marginalisation dans les prises de décisions affectant leur milieu de vie

Les communautés dites autochtones ont ceci de particulier que des lois et réglementation régissent la gestion de tout ce qui les affecterait de manière directe ou indirecte et transformerait leur environnement. Au Cameroun, il reste difficile, sur le plan légal, d'identifier avec exactitude les communautés dites "autochtones". La loi constitutionnelle de 1996 fait juste allusion aux droits des peuples autochtones sans en donner les caractéristiques. Plus encore, le Cameroun a, dans cette même loi constitutionnelle fait mention d'une égalité de droit entre tous les peuples. La question qui se pose est donc celle de savoir : comment les droits des peuples autochtones seront-ils respectés si au final tous les peuples sont égaux et ont les mêmes droits ? Toutefois, dans ce melting pot, les communautés du Cameroun s'accordent à considérer deux peuples comme dites autochtones, à savoir les bororos et les pygmées. Avec une identité de croyance assez particulière, ces deux communautés se retrouvent dans des milieux assez particuliers où ils essaient tant bien que mal de s'épanouir, malgré de multiples lois et conventions qui les mettent à mal dans leur environnement naturel.

La déclaration des peuples autochtones (DPA) affirme en son article 21 alinéa 1 que les populations autochtones ont droit à « *l'amélioration de leur situation économique et sociale, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la formation, de la reconversion*

professionnelle, du logement, de l'assainissement, de la santé et de la sécurité sociale »¹. Elle poursuit en invitant les États à prendre des mesures « efficaces » et, au besoin, « spéciales », pour assurer « *une amélioration continue de la situation économique et sociale des peuples autochtones* »². L'Etat camerounais affirme dans son préambule constitutionnel de 1996 que tous les peuples sont égaux en droit et en devoir, et que chacun doit participer, en proportion de ses capacités, aux charges publiques. Si on considère les peuples autochtones comme des citoyens vulnérables, parce qu'en retard sur la modernité, dépourvus d'éducation, de route, des actes officiels, de développement infrastructurel et social, l'Etat devrait tenir compte de toutes ces réalités de disfonctionnement avec le reste de la population, mettre les autochtones dans les conditions adéquates à leur épanouissement, construire les routes, les hôpitaux, les écoles, leur accorder des titres fonciers, les encourager à travailler avec l'administration et dans l'administration. Le droit colonial a institué une marginalisation des peuples autochtones au Cameroun en matière de gestion du foncier et d'accès aux ressources forestières. Le Cameroun continu d'appliquer ces lois aujourd'hui dans ces domaines³. Leurs droits sont constamment violés : le droit à l'éducation, le droit au respect de la vie, à la propriété, à la santé, le droit de vote.

De nombreuses communautés autochtones, pygmées et bororos, continuent de souffrir de la discrimination, de l'extrême pauvreté, de l'exclusion du pouvoir politique et économique. Leurs systèmes de croyances, cultures, langues et modes de vie sont menacés à telle enseigne qu'ils pourraient disparaître. L'Etat camerounais ne respecte pas leur spécificité et leur identité. Ils ne connaissent pas le droit à la participation et à la consultation. Le droit à l'autogestion ne leur est pas reconnu. Car lors de l'élaboration des lois et programmes qui les concernent, soit pour la valorisation de leur culture, de leur mode de vie traditionnel ou de leur structure, soit pour l'utilisation des ressources de leur milieu de vie, l'Etat ne les consulte pas et ne les associe non plus dans son projet⁴. Ceci au mépris de l'article 26 de la Déclaration des Peuples Autochtones.

¹ Déclaration des Peuples Autochtones, 2007, article 21 alinéa 1.

² Déclaration des Peuples Autochtones, 2007, article 21 alinéa 2.

³ Samuel NGUIFFO, Pierre KENFACK et Nadine MBALLA, « l'incidence des lois foncières historiques et modernes sur les droits fonciers des communautés locales et autochtones au Cameroun », dans les droits fonciers et les peuples des forêts d'Afrique-perspectives historiques, juridiques et anthropologiques, n°2, forest peoples programme, 2009, p.2

⁴ Chardin Carel Makita Kongo. Les défis de l'inclusion des populations autochtones au Cameroun : Cas des BAKAS. Cahiers africains des droits de l'homme, Presses de l'Université Catholique d'Afrique centrale, A paraître, p. 8

2.2. Une éducation scolaire inadaptée aux réalités des peuples autochtones

Quel que soit le peuple ou la communauté, la clé d'un épanouissement réel et véritable repose sur une éducation réussie. Par contre, l'éducation des peuples autochtones, bororos et pygmées, au Cameroun demeure un défi majeur pour ces communautés en ce sens que le système éducatif camerounais tel qu'il est structuré et conçu ne permet pas un épanouissement tant des communautés autochtones que des autres communautés au Cameroun.

Le faible accès des enfants autochtones à une éducation véritablement gratuite et adaptée à leur culture, la non-prise en compte des spécificités autochtones dans les programmes scolaires, la non-implication des autochtones dans l'élaboration de ces programmes, ainsi que la rareté des établissements scolaire dans leur environnement, voilà quelques défis éducatifs auxquels font également face les populations autochtones au Cameroun.

3- Le rôle de la femme

La société africaine traditionnelle surtout, ne permet pas et ne donne pas toujours les possibilités pour que la femme soit au-devant de la scène lorsqu'il s'agit d'une pratique religieuse en ce qui concerne le bien-être de l'homme dans son environnement. Les femmes autochtones des forêts du Cameroun ne jouissent pas pleinement de leurs droits. Au quotidien, elles sont victimes de plusieurs formes de discrimination qui ne donne pas l'occasion et la possibilité à la femme de revendiquer ses droits. La vie chez les bororos est aussi similaire que celle chez les peuples de la forêt. La femme et la jeune fille occupe une place secondaire au sein de la communauté, ce statut ne lui permettant pas d'exercer ou de pratiquer une spiritualité comme étant un maitre des cérémonies.

Malgré la diffusion des religions révélées chez ces communautés très protectrices des valeurs traditionnelles, que ce soit chez les pygmées ou même chez les bororos, la place de la femme n'a pas trop changé. Le seul grand changement à relever ici se trouve au niveau du fait que chaque femme a la possibilité d'adhéré à la religion de son choix et de la pratiquer librement.

4- Impact de la colonisation dans le contexte du FoRB en Afrique de l'Ouest et du Centre

Les peuples d'Afrique, en général, ont des croyances religieuses liées à leur environnement. Ainsi, nous avons des communautés entières qui croyaient en la réincarnation

et pratiquaient l'animisme comme culture religieuse. Bien qu'il est à noter que plusieurs communautés y sont attachées jusqu'à ce jour, un grand nombre s'est vu détaché de ces pratiques avec l'arrivée de la colonisation. Alors que le Christianisme a pris du terrain chez les Pygmées dans l'Est, le Littoral et le Sud du Cameroun, la pratique de l'Islam en a gagné chez les Bororos dans les Régions septentrionales et dans les Grassfields du pays. Conduisant ainsi à une forme d'acculturation qui pousse certains à considérer comme néfastes ou du moins inconvenables les pratiques ancestrales.

En outre, les lois coloniales liées à l'exploitation des ressources forestières auront eu pour conséquence de priver des communautés entières de Pygmées de leur environnement naturel. Bien qu'étant un peuple nomade, les Pygmées se sédentarisent au gré des saisons, suivant la disponibilité des ressources naturelles dont dispose l'environnement dans lequel ils se trouvent. Étant un peuple animiste, il se trouve que malgré leurs multiples périple dans la région, les Pygmées disposent d'une zone où il faut revenir car considérée comme la terre d'origine et où la communion avec les esprits paraît bien plus forte. L'exploitation forestière intervient donc dans la destruction d'un milieu naturel quelque peu vital pour ces communautés. Aujourd'hui encore, les efforts du gouvernement camerounais bien que louables, se révèlent insuffisant dans la protection et la préservation des milieux et ressources naturelles dont ont besoin ces communautés autochtones.

5- La relation entre les peuples autochtones et les systèmes religieux majoritaires

La relation entre les peuples autochtones et les systèmes religieux majoritaires à savoir les croyances étrangères comme le Christianisme et l'Islam sont aujourd'hui des relations de sainteté malgré la réticence des uns et des autres pour accepter la religion de l'autre. Nous rappelons que les autochtones sont les seuls peuples qui restent jusqu'aujourd'hui malgré l'évolution du monde vers la mondialisation et la globalisation, attachés à leur mode de vie qui les rend d'ailleurs très différents des autres communautés camerounaises. La guerre sainte de Ousman Dan Fodio, a accéléré l'acceptation de l'Islam comme la religion des bororos au détriment des religions traditionnelles pratiquées par ces derniers avant le 19^e siècle. Le Christianisme quant à lui a pris le relais depuis les année 1995 pour annoncer l'évangile à ce groupe ethnique.

La démarche est similaire chez les pygmées à la seule grande différence que ces derniers sont beaucoup plus exposés au Christianisme.

6- Prise de conscience et actions bénévoles en faveur des populations autochtones au Cameroun

Force est de constater depuis quelques années que de plus en plus les organisations non gouvernementales, tant nationales qu'internationales, s'intéressent à la défense des droits des communautés autochtones en Afrique centrale. Les communautés elles-mêmes s'organisent déjà autour de leurs élites pour défendre et revendiquer ce qui leur revient de droit. C'est ainsi que des organisations associatives telles que MBOSCUDA (Mbororo Social and Cultural Development Association⁵) et CODEBABIK / PLANET SURVEY (Comité de développement des Bakola/Bagyeli de l'arrondissement de Bipindi et du Département de Kribi) voient le jour respectivement en 1992 et 1995.

MBOSCUDA est fondée avec pour vision de permettre aux pasteurs Bororos de réaliser un développement durable et équitable à leurs propres conditions et de garantir leurs droits humains, sociaux et économiques en tant que citoyens actifs et estimés au Cameroun. Elle regroupe à ce jour près de 40.000 membres sur l'étendue du territoire nationale camerounais avec une représentation dans neuf (09) des dix (10) régions du pays.

CODEBABIK / PLANET SURVEY est créé pour que les Pygmées puissent faire entendre leur voix afin d'accéder à un statut de citoyen à part entière, d'obtenir un espace vital, de se protéger, d'améliorer les relations avec les Bantous, d'aider les populations qui se sédentarisent et de favoriser une prise de conscience collective. Une autre organisation associative qui s'apparente à elle est la BAKA OKANI, une jeune association des autochtones pygmées Baka du Cameroun. Elle se donne pour ambition de promouvoir le développement des Baka par les Baka et pour les Baka.

À côté de ces associations locales, des organisations internationales telles que l'OIT (Organisation Internationale du Travail) et l'ONU (Organisation des Nations Unies) ne cessent de prendre des résolutions dans l'optique d'améliorer les conditions de vies ainsi que les considérations vis-à-vis de ces communautés autochtones. Malgré qu'à ce jour, les résultats escomptés ne soient pas encore véritablement considérables en Afrique centrale.

7- Le rôle des religions des autochtones dans la gestion des crises

Le monde entier est plongé dans des multiples crises qui mettent à mal le bien-être social des différentes communautés de part et d'autre sur toute la planète en général et en Afrique en particulier. Le cas des autochtones au Cameroun n'est pas en reste de cette mutation qui touche

⁵ En français : Association Social et Culturel pour le Développement des Mbororos.

tous les aspects de la vie de l'homme et de son environnement. Pour résoudre ces différents problèmes, il faut prendre en compte tous les aspects, les croyances et pratiques des peuples autochtones et allogènes pour trouver une solution au problème. Les croyances africaines sont d'abord basées sur la communication et la communion avec la nature et dans cette nature se trouve l'être surnaturel qui veille sur les uns et les autres. Résoudre aujourd'hui un problème des autochtones sans prendre en compte les réalités et leur vécu quotidien serait une grande erreur.

En somme, il était question d'analyser la question de l'autochtonie en Afrique centrale notamment au Cameroun en rapport avec leurs différentes croyances et pratiques spirituelles traditionnelles et externes. Il ressort de cette analyse que le peuple de la forêt et les bororos ont tous eu des croyances avant le contact avec les religions révélées qui, aujourd'hui est en train de gagner progressivement le terrain au sein de ces deux communautés. Les défis et les difficultés auxquelles font face les autochtones sont énorme malgré la protection du gouvernement en prenant en compte la constitution. D'une manière globale, ces autochtones du Cameroun sont moins considérés par l'opinion publique à cause du fait que ces peuples vivent pour la plupart en retrait avec les autres communautés. Ils se sentent de plus en plus en danger sur leur propre territoire à cause des envahisseurs venus de partout qui pillent au quotidien leur espace vital.

Bibliographie

- Déclaration des Peuples Autochtones, 2007, article 21 alinéa 1.
- Déclaration des Peuples Autochtones, 2007, article 21 alinéa 2.
- Samuel NGUIFFO, Pierre KENFACK et Nadine MBALLA, « l'incidence des lois foncières historiques et modernes sur les droits fonciers des communautés locales et autochtones au Cameroun », dans les droits fonciers et les peuples des forêts d'Afrique-perspectives historiques, juridiques et anthropologiques, n°2, forest peoples programme, 2009, p.2
- Chardin Carel Makita Kongo. Les défis de l'inclusion des populations autochtones au Cameroun : Cas des BAKAS. Cahiers africains des droits de l'homme, Presses de l'Université Catholique d'Afrique centrale, A paraître, p. 8
- MBOSCUDA En français : Association Social et Culturel pour le Développement des Mbororos.